

== NOTRE REVUE DE PRESSE DE LA SEMAINE == Semaine du 4 au 10 juin 2018



Taxe anti-bouchon, redevance pollution au péage... mauvaises surprises en vue pour l'automobiliste

Les députés européens viennent de voter en faveur d'un projet visant à fixer le prix des péages autoroutiers, selon le niveau de pollution des véhicules. Un tarif plus élevé sur les routes embouteillées est également à l'étude.

Les automobilistes français ont déjà dû faire face en 2018 : à l'augmentation du coût du contrôle technique par application de la [directive 2014/45/UE](#), à la taxation supplémentaire sur le diesel (qui représente encore une part significative du parc français), au remplacement des PV pour mauvais stationnement par les forfaits de post-stationnements privés, à des coûts de péage qui continuent d'augmenter (+ 20 % en dix ans). Qu'à cela ne tienne, l'UE en remet en couche : il arrive un moment où cela devient intenable. Sortons vite de l'UE, et récupérons les autoroutes en les renationalisant. Bonne nouvelle : cela fera aussi deux milliards d'euros de rentrées d'argent pour l'État, qui pourront être réinvestis là où il y a des urgences.

France

Le gouvernement veut réformer l'audiovisuel public et faire émerger des « médias engagés »

Françoise Nyssen a donné mission à l'audiovisuel public de « *changer les mentalités sur le terrain* », taxant certains Français de « *hautement réactionnaires* ». Quelques axes sont : 1).développer fortement les émissions régionales par le biais de France 3 ; 2) lutter contre les *fake news* ; 3) changer les mentalités en promouvant la diversité (trop de « mâles blancs.» à la télévision).

Source : [le Figaro \(4 juin\)](#)

Reprenons les différents axes. 1) Il s'agit de promouvoir encore davantage les régionalismes menaçant l'unité nationale (voir à ce sujet la conférence sur les [euro-régions](#)). 2) Pour rappel, Macron, champion de la lutte anti-fake news, est un [émetteur régulier](#) de celles-ci. 3).La discrimination positive à la télévision relève d'une logique anglo-saxonne. Aux États-Unis, la représentativité des différentes communautés est au centre des attentions, alors qu'en France le modèle d'intégration républicaine fait en sorte qu'il n'y a qu'une seule communauté nationale, indépendamment des origines, du sexe, des croyances, etc.

Attentats du Bataclan : les militaires ont reçu l'ordre de ne pas intervenir, les victimes portent plainte

Les victimes et familles de victimes s'interrogent?: 8 soldats de l'opération Sentinelle, munis d'armes de guerre et présents devant le Bataclan le soir du 13 novembre, ne sont pas intervenus et ont refusé de prêter leurs armes aux policiers. Une plainte a été déposée pour « ?non-assistance à personne en péril » en l'absence d'intervention des militaires lors des attentats perpétrés au Bataclan. Source : [Ouest-France \(8 juin\)](#)

Pour rappel, les gendarmes du GIGN avaient exprimé leur colère à leur hiérarchie concernant la gestion de l'attentat, dans une [lettre de 2016](#).



La grosse augmentation de salaire du président de la Commission des comptes de campagne

François Logerot voit son salaire augmenter de 50 % pour se porter à 7 182 euros net.

Source : [Capital \(7 juin\)](#)

Quelle augmentation considérable sur le dos du contribuable, à l'heure où tous les services publics doivent se saigner ! On remarquera également l'extraordinaire concomitance d'agenda avec les irrégularités potentielles des comptes du candidat Macron, qui reviennent sur le devant de la scène médiatique en ce moment.

France – Apiculture, agriculture

Colère et indignation des apiculteurs, mobilisés contre la disparition des abeilles

Les colonies disparaissent par milliers dans le pays, le phénomène pouvant entraîner une catastrophe écologique. Il existe encore des dérogations aux néonicotinoïdes malgré leur interdiction. Les aléas climatiques, ainsi que l'appauvrissement du territoire en certaines variétés de plantes, amplifient la surmortalité.

Source : [CNews \(7 juin\)](#)

Malheureusement, tant que nous serons dans l'UE, nous serons sous le joug de l'[article 39 du TFUE](#) qui impose un modèle d'agriculture hyperproductiviste. À moins d'un Frexit, l'avenir des abeilles est donc bien sombre.

L'appétit chinois pour le chêne affame les scieries françaises

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Les prix des grumes de chêne français ont bondi en raison de la demande chinoise. Mais la médaille a son revers puisque les 550 scieries de France, qui exploitent la troisième forêt de chênes du monde, risquent de devoir mettre la clé sous la porte faute de bois, qui part directement en Chine pour y être transformé. Les prix ont beaucoup augmenté depuis que Pékin a interdit les abattages pour protéger ses forêts après des décennies de surexploitation.

Source : [Boursier \(7 juin\)](#)

La France devient un pays de matières premières. La régulation de ce marché nécessiterait de pouvoir négocier les accords commerciaux, mais c'est une prérogative réservée à la seule Commission européenne dans l'UE.

Les agriculteurs vont bloquer 13 raffineries et dépôts de carburants à partir du 10 juin

L'action intervient pour protester contre l'importation d'huile de palme pour les agrocarburants, en remplacement de l'huile de colza produite en France. La FNSEA demande également un amendement à la loi Alimentation, afin d'interdire l'importation de produits phytosanitaires comportant, même à un niveau réduit, des substances interdites dans l'UE.

Source : [le JDD \(10 juin\)](#)

Les accords commerciaux sont négociés par un commissaire européen qui ne défend pas les intérêts de la France, mais de 28 pays aux intérêts économiques divergents. Faciliter les importations de produits agricoles est peut être très bien pour la Finlande, par exemple, mais désastreux pour la France. Pour protéger l'agriculture familiale française en danger de mort, il faut sortir de l'UE.

Scandale sanitaire : plus de neuf Antillais sur dix contaminés à la chlordécone

Interdit aux États-Unis dès 1977, ce pesticide extrêmement toxique a été utilisé massivement dans les bananeraies de 1972 à 1993. Une enquête de santé publique dévoile que les Antillais présentent des niveaux d'imprégnation 13 à 14 fois supérieure à la norme dite « acceptable », et certaines personnes suivies jusqu'à 185 fois. Il n'existe pas, pour l'instant, de technique de décontamination des sols à la chlordécone. Le poison risque de couler pendant des siècles.

Source : [le Parisien \(7 juin\)](#)

Voilà encore les conséquences de la productivité comme seul objectif politique pour l'agriculture : ce sont des vies qui sont en jeu. L'État devrait, dans l'Outre-mer comme en métropole, agir avec prudence en n'autorisant des produits phytosanitaires que s'ils sont réputés être sans risque.



Une bananeraie.

France – Diplomatie macronienne

Le fondateur du parti fasciste ukrainien Svoboda reçu à l'Assemblée et au Sénat

Andry Parouby a été désigné président du Parlement ukrainien, la Rada, en 2016. Il a créé le parti national-socialiste ukrainien en 1991, plus tard devenu Svoboda.

Source : [Les Crises \(9 juin\)](#)

La France se déshonore en accueillant un tel personnage. Pour rappel, la France a versé [300 millions d'euros](#), par l'intermédiaire de l'UE, pour soutenir le régime ukrainien, proche du néonazisme (voir aussi les faits d'armes du bataillon Pravy Sektor).



Parouby, parlant sous un drapeau néonazi.

Le coup de fil « terrible » entre Trump et Macron

Le jeudi 31 mai, Donald Trump annonçait de manière unilatérale que les États-Unis allaient imposer des taxes douanières sur l'acier et l'aluminium, notamment européens. Dans un communiqué publié avant le coup de téléphone, Emmanuel Macron déclarait : « Cette décision n'est pas conforme au droit commercial international [...], donc elle est illégale », et ajoutait « [le nationalisme économique, c'est la guerre](#) ». Des propos qui sembleraient donc avoir débouché sur ce « terrible » appel téléphonique entre les deux hommes.

Source : [le Point \(4 juin\)](#)

Macron, qui appartient à une oligarchie pour qui le libre-échange mondial est l'alpha et l'oméga, ne supporte pas l'idée que des États puissent défendre, pour le bien de leur peuple, des intérêts économiques. C'est pourtant ce que font tous les États du monde, l'UE étant l'exception ! Quant à la guerre, il ne faut pas perdre de vue que, au contraire, la construction européenne et son affiliation à l'OTAN, sont des [sources majeures de guerre](#).

Macron, la francophonie et la culture de la privatisation

Le 20 mars, de manière grandiloquente, Macron annonçait vouloir « faire du français une langue majeure d'échange et de communication ». Pourtant, il est rattrapé par les faits, et c'est bien la privatisation des établissements français à l'étranger (les ÉPIC) qui est en marche.

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Source : [UPR \(7 juin\)](#)

France – Le carcan des GOPÉ

Dépense publique. Un rapport prône 30 milliards d'euros d'économies

Les mesures concerneraient notamment le champ des prestations sociales, la fonction publique, la santé ou encore l'éducation.

Source : [les Échos \(5 juin\)](#)

Les recommandations de ces fameux experts sont curieusement tout à fait identiques avec les [GOPÉ](#) venues de Bruxelles.

CHU de Nice : un médecin écarté après avoir dénoncé des conditions déplorables

À l'hôpital L'Archet-2, des opérations chirurgicales sont menées dans une pièce insalubre qui faisait auparavant office d'archives. Un médecin qui a dénoncé ce scandale s'est retrouvé licencié. La direction de l'hôpital a annoncé des travaux.

Source : [Marianne \(4 juin\)](#)

Le lien est direct avec les coupes dans les budgets de l'État imposées par les [GOPÉ](#), et en particulier dans le domaine de la santé. Le médecin lanceur d'alerte aurait dû être protégé car il agit dans l'intérêt commun : l'UPR compte protéger les lanceurs d'alerte, indispensables au bon fonctionnement de notre société.

Les compagnies aériennes en croisade contre la privatisation des aéroports

Pour l'Association internationale du transport aérien (IATA), les aéroports privés sont, d'une manière générale, plus coûteux pour les compagnies aériennes, alors que l'efficacité opérationnelle n'est pas meilleure.

Source : [la Tribune \(4 juin\)](#)

La pertinence des conseils et des arguments ne comptent plus. La décision de privatiser les biens publics et le patrimoine de la France a déjà été réclamé par [les dernières GOPÉ](#), et les aéroports sont dans le collimateur.



Aéroport Paris - Charles-de-Gaulle, à Roissy-en-France.

Bruno Le Maire s'attaque aux taux de TVA réduits

Le ministre de l'Économie compte revoir complètement les aides versées aux entreprises. La Cour des comptes a encore récemment condamné les taux de TVA réduits.

Source : [20 Minutes \(8 juin\)](#)

Non, l'idée ne vient pas de Bruno Le Maire. C'est juste une autre application des [GOPÉ](#) qui préconisent de « supprim[er] les impôts inefficaces et rédui[re] les impôts sur la production prélevés sur les entreprises ».

Des députés LREM réclament un remaniement

Au sein du groupe parlementaire La République en marche, ils sont de plus en plus nombreux à faire entendre leur voix pour réclamer un virage social. Selon eux, cela passe tout bonnement par le départ de certains ministres. Échaudés par la loi « asile et immigration », l'abandon du plan banlieues de Jean-Louis Borloo, et la polémique sur les aides sociales, ils plaident pour un remaniement du gouvernement cet été, selon les informations d'Europe 1.

Source : [Europe 1 \(4 juin\)](#)

Ces députés font-ils semblant de ne pas savoir que la politique économique de la province France n'est plus décidée à Paris mais à Bruxelles ? Peut-être n'ont-ils pas lu le futur programme contenu dans les [GOPÉ](#) ? Qu'importent les marionnettes présentes aux différents ministères, la politique sera la même tant que nous ne serons pas sortis de l'UE.

Merkel propose une « européanisation » des sièges au Conseil de sécurité de l'ONU

L'Allemagne n'a pas de siège permanent au Conseil de sécurité. Mme Merkel propose tout bonnement que la France laisse progressivement sa place et son droit de veto à un groupe de pays européens.

Source : [RT \(7 juin\)](#)

Un premier pas vers la suppression pure et simple du siège permanent français, conquis de haute lutte par Charles de Gaulle, et qui est un des éléments permettant une indépendance diplomatique. C'est une demande qui sera hélas probablement vue favorablement par le défenseur de la « souveraineté européenne » actuellement au sommet de l'État. Voir aussi l'article de juin dernier de Vincent Brousseau sur les ["euro-nukes"](#).

Une PAC « modernisée » et un budget en baisse

« Actuellement, Bruxelles décide de tout, jusqu'à la hauteur des haies, et impose un respect strict des règles qu'elle fixe pour bénéficier des aides. Demain, les États membres auront une marge de manœuvre élargie pour choisir où affecter les dotations financières, mais avec une obligation de résultat. Mais laisser une plus grande liberté aux États membres ne signifie pas renoncer à une politique commune. Chaque pays devra, en effet, soumettre son plan stratégique à l'approbation de Bruxelles qui reste garant de la cohérence d'ensemble et s'assurera du suivi et du contrôle des performances des plans nationaux », résume une source proche du dossier. Du fait de la réduction du budget, les agriculteurs français devraient renoncer à 5 milliards d'euros.

Source : [la Croix \(3 juin\)](#)

L'UE est forcée par elle-même d'avouer qu'elle n'a plus aucun intérêt et qu'il est grand temps de revenir enfin aux politiques nationales. En tant que contributrice nette, et pays traditionnellement agricole, la France aurait les moyens de soutenir fortement son secteur primaire.

Transport routier: les Bulgares crient victoire

Les transporteurs bulgares étaient notamment opposés à une disposition souhaitant contraindre les chauffeurs à rentrer toutes les trois semaines dans leur pays. Ils qualifiaient également d'inadmissible la proposition d'hébergement obligatoire du conducteur dans un hôtel. Le député européen bulgare Andrey Novakov (PPE) a annoncé lundi « *une capitulation sans condition du paquet Macron* ».

Source : [le Figaro \(5 juin\)](#)

Cette défaite retentissante de Macron ne fait bien entendu pas les gros titres de la presse. Les Français, désespérés par le chômage grandissant, sont contraints à voir se détruire l'emploi local par conséquence directe de l'augmentation rapide du nombre de [travailleurs détachés](#).



UE contre GAFAM : les pays scandinaves s'opposent à la taxation

La Commission propose une taxe de 3 % sur le chiffre d'affaires des GAFAM. Cette proposition élaborée par Paris, Rome et Madrid a rencontré l'opposition des pays scandinaves.

Source : [Silicon \(1 juin\)](#)

L'UE est composée de 28 pays ayant des intérêts divergents, la réduisant à l'impuissance.

La nouvelle loi électorale risque d'affecter les partis minoritaires

Le seuil de votes nécessaire pour avoir un élu aux élections européennes va être relevé de 2 à 5 %, pour les plus grosses circonscriptions.

Source : [Euractiv \(8 juin\)](#)

La conséquence directe est d'éviter que trop de voix divergentes ne se fassent entendre dans l'hémicycle européen. En France, le seuil était déjà à 5%.

Euro

Le refus du président de la République italien de nommer un ministre des Finances anti-euro démontre l'impasse totale de « l'alter-européisme » et de ses ambiguïtés programmatiques

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~

Si un dirigeant politique français s'avisait de désobéir aux traités européens, le Conseil constitutionnel pourrait déclarer l'inconstitutionnalité de telles mesures, non seulement en vertu de l'article 88-1, mais aussi – par application de la « jurisprudence » italienne – en vertu du fait qu'une sortie de l'UE ou de l'euro n'aurait jamais été présentée clairement aux électeurs, ni débattue clairement lors des élections, par les responsables parvenus au pouvoir.

Source : [UPR \(4 juin\)](#)

La Commission rejoint Merkel sur ses propositions pour la zone euro

L'ancien ministre des Finances d'Angela Merkel, Wolfgang Schäuble, a publié une renégociation plus sévère des conditions de la dette, proposant un mécanisme automatique de restructuration de la dette souveraine afin de réduire les coûts futurs des renflouements et d'appliquer plus de discipline parmi les gouvernements dépensiers. Ces propositions ont été saluées par le commissaire européen pour la stabilité financière, Valdis Dombrovskis.

Source : [Euractiv \(5 juin\)](#)

Les injonctions supranationales se font de plus en plus directes. Les barreaux de la prison UE se resserrent chaque jour un peu plus.

Les Danois ne veulent toujours pas de l'euro

Les Danois ont refusé la mise en place de l'euro dans un référendum en 2000. Selon un dernier sondage, seuls 26 % des Danois se prononcent en faveur de l'adoption de la monnaie unique. Les Danois rejettent aussi les initiatives d'Europe de la défense.

Source : [Eu Observer \(7 juin\)](#) - en anglais

La couronne danoise ne porte pas malchance aux Danois : le [taux de chômage](#) en 2016 y était de 6,3 %, contre 10,9 % pour la zone euro.



Pièces utilisées au Danemark.

OTAN

L'OTAN lance de grandes manœuvres en Europe de l'Est

Du 3 au 15 juin, l'armée américaine va piloter l'un des déploiements les plus importants en Europe depuis la fin de la guerre froide, de la Pologne jusqu'aux pays baltes, avec 18 000 soldats de 19 pays. Moscou estime qu'un tel déploiement « *ne bénéficie en aucune façon à la sécurité et à la stabilité sur le continent* ». La Pologne participe aux frais de stationnement d'une unité blindée américaine sur son sol. Elle a également signé un contrat d'achat du système antimissile américain Patriot, pour 4,75 milliards de dollars.

Source : [la Croix \(3 juin\)](#)

La Pologne, qui reçoit des milliards de l'UE, va elle-même investir plusieurs milliards pour soutenir l'industrie militaire des États-Unis. Après l'épisode de 1939, on peut comprendre que les Polonais ne fassent plus confiance à la France pour assurer leur sécurité et choisissent le parapluie américain. C'est un choix stratégique qui lui appartient mais que nous contribuons à financer par l'intermédiaire de l'UE sans que les Polonais nous remercient ni cèdent rien en échange.

Le Qatar ambitionne de devenir membre de l'OTAN

Le Qatar met déjà à la disposition des États-Unis une importante base militaire. Le Qatar a vu sa seule frontière

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro terrestre (avec l'Arabie saoudite) fermée, l'espace aérien de ses voisins interdit à sa compagnie aérienne et ses citoyens expulsés des quatre pays adverses. Le Qatar a multiplié, depuis un an, les achats d'armements auprès des États-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie. Les dirigeants saoudiens ont demandé au président Emmanuel Macron d'intervenir pour empêcher l'acquisition par Doha de missiles russes S-400 et menacé, dans le cas contraire, d'entreprendre une action militaire contre le Qatar.~~

Source : [Europe 1 \(6 juin\)](#)

Souhaite-t-on vraiment faire partie d'une alliance avec un pays qui a autant de griefs avec ses voisins et qui a financé plusieurs mouvances islamistes extrémistes ? Pour retrouver notre indépendance, nous devons sortir de l'OTAN.

Des robots dans l'armée de terre, c'est pour très bientôt

L'armée de terre a l'ambition de mettre en service de grands robots en 2021 au sein de ses unités. Ces robots pourraient servir à évacuer les blessés ou aider à porter des équipements. « Les Russes ont engagé des robots de combat face à Daech en Syrie, ce qui a surpris tout le monde, et en premier lieu les Américains », a expliqué le général Charles Beaudouin. Les États-Unis « avancent depuis à marche forcée pour intégrer des robots dans leurs forces dès 2021 ». Du coup, les armées françaises souhaitent « également pouvoir en disposer rapidement, sans aller jusqu'aux robots terrestres armés ». Pas question donc de posséder des robots tueurs dans l'armée française.

Source : [la Tribune \(8 juin\)](#)

Ce qui veut dire que la France n'a vraisemblablement pas reçu l'autorisation de développer ses propres systèmes de robots terrestres armés. Seulement, on apprendra dans quelques années que réflexion faite et au vu de l'expérience retirée des récents conflits dans le monde, il s'avère aux puissants cerveaux de l'état-major de notre armée et de nos dirigeants politiques que ces systèmes d'armes se révèlent indispensables aux armées modernes et que l'armée française se doit d'en posséder. Mais, comme par un stupide concours de circonstances, la France n'aura pas développé de tels systèmes, nos dirigeants et nos experts militaires nous annonceront alors que dans un souci de pragmatisme, d'efficacité et de bonne gestion du budget de la Défense, il sera beaucoup plus avantageux et réaliste d'acheter de tels systèmes d'armes déjà existants – par exemple aux États-Unis.



Iran

Iran : le revers de PSA illustre aussi un doute quant à la résistance de l'Europe

PSA était parvenu à s'emparer de près du tiers du marché iranien, son premier marché étranger avec des investissements de plus de 700 millions d'euros. Les entreprises ne semblent pas prêtes à attendre l'éventuelle réponse politique européenne dans le dossier iranien. À la mi-mai, la Commission européenne a lancé une procédure pour activer la « loi de blocage » afin de contrecarrer les effets extraterritoriaux des sanctions américaines. Mais la marge de manœuvre de l'Europe, tiraillée entre ses membres prêts à affronter les États-Unis et ceux qui veulent préserver les relations transatlantiques, semble restreinte.

Source : [Romandie \(6 juin\)](#)

Les entreprises ont très bien compris que les discours lénifiants sur une « Europe qui fait le poids » ou une « Europe qui protège » ne sont que des chimères promues par les européistes et les médias aux ordres.

L'UE adopte une législation pour bloquer les sanctions américaines

Cette législation interdit à une entreprise d'obéir à des lois extraterritoriales. Si le mécanisme peut être utile pour des PME, il sera relativement inefficace pour de grandes entreprises : France, Royaume-Uni et Allemagne ont d'ailleurs demandé des exemptions aux États-Unis.

Source : [Romandie \(6 juin\)](#)

Que ces trois pays en viennent à quémander auprès des États-Unis, montre bien l'état de dépendance dans lequel ils sont tombés. Pour la France, seule une sortie de l'UE, de l'euro et de l'OTAN peut permettre de recouvrer une indépendance permettant de défendre les intérêts de chacun.

Divers

Bayer annonce la suppression de la marque Monsanto

Plusieurs personnes pointent du doigt les risques avec ce nouveau mastodonte Bayer : disparition de la biodiversité dans les fermes et des petits agriculteurs, influence prédominante de Bayer dans l'opinion que les concurrents ne seront pas en mesure de contrer, collecte massive des données. Le P-DG de Bayer, Werner Baumann, se veut bien sûr rassurant.

Source : [Paris-Match \(4 juin\)](#)

Dans l'écosystème UE, les logiques toujours plus productivistes allant à l'encontre des petits agriculteurs, la multiplicité des normes et des règlements que seules les multinationales peuvent suivre et l'armée d'influenceurs présents à Bruxelles pour que toutes les directives prises aillent dans le « bon » sens, sont autant de facteurs qui permettront à ce nouveau monstre de croître sans limites, menaçant les terroirs, une agriculture familiale de qualité, la gastronomie.



--

Vos retours et propositions d'articles sont les bienvenus sur selection_infos@upr.fr

Pour changer les choses, nous vous invitons également à partager massivement cette revue de presse ! En pratique, nous vous proposons d'envoyer à toutes vos connaissances, dans un courriel : la photo à la une et son commentaire, suivis du lien sur cette revue de presse (l'utilisation de la copie cachée est recommandée). Vous pouvez aussi recevoir chaque semaine le courriel prêt à diffuser sur simple demande à selection_infos@upr.fr.

N'oubliez pas de *partager massivement* cette revue de presse à vos amis et connaissances !



Coordination de la revue de presse : David Pauchet

Rédacteurs : Alexis Comte, Antoine Carthago, Maxime Forner, Thierry Lacour, David Pauchet

Relecture : équipes de relecture